



RECAP-AGRI

La balance commerciale alimentaire à fin février 2016

Le déficit enregistré en début d'année s'est poursuivi en février 2016 avec un solde négatif de -102.5 MD soit 237.1 MD de moins par rapport à celui de l'année précédente où il avait été de 134.6 MD et un taux de couverture de 80.6% en 2016 contre 123% en 2015.

La valeur des exportations a diminué de 40.9% en raison d'une baisse des ventes de l'huile d'olive, celle des importations n'a régressé que de 9.8% ; les dépenses d'acquisition du blé tendre et du sucre qui ont diminué de 80% en sont les principales causes. Néanmoins, le déficit global de la balance commerciale du pays a été de 1350.9 MD au terme du mois de février 2016, enregistrant ainsi un repli de 13.2% par rapport à la

même période de l'année écoulée où il avait atteint 1556.4 MD.

	En MD		Variation (%)	
	02 mois-15	02 mois-16	2015/2014	2016/2015
Exportations	720,5	425,9	138,4%	-40,9%
Importations	585,9	528,4	-1,6%	-9,8%
Solde	134,6	-102,5	-	-
Taux de couverture (%)	123,0%	80,6%	-	-

Source : INS

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin février 2016 (Résultats de 2016 par rapport à 2015)

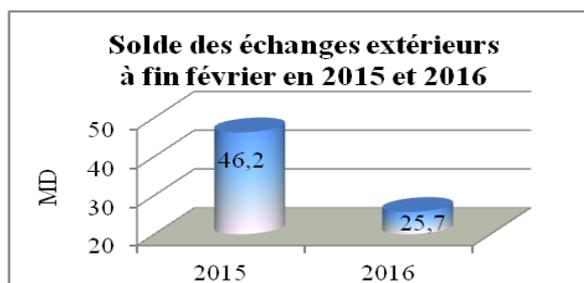


PRODUCTION	<ul style="list-style-type: none"> • Pêche: ↓ 4,4% (13,1 mille tonnes contre 13,7 mille tonnes) • Aquaculture: ↑ 7,7% (1,4 mille tonnes contre 1,3 mille tonnes)
EXPORTATION	<ul style="list-style-type: none"> • Volume: ↓ 5,9% (3,2 mille tonnes contre 3,4 mille tonnes) • Valeur: ↓ 23,5% (40,6 MD contre 53,1 MD)
IMPORTATION	<ul style="list-style-type: none"> • Volume: ↑ 80,8% (4,7 mille tonnes contre 2,6 mille tonnes) • Valeur: ↑ 115,9% (14,9 mille tonnes contre 6,9 mille tonnes)

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche à fin février 2016 a été positif avec (+25,7 MD) contre (+46,2 MD) enregistrés au cours de l'année précédente, soit une baisse de 44,4%.

NB : Les chiffres de l'année 2016 sont préliminaires.

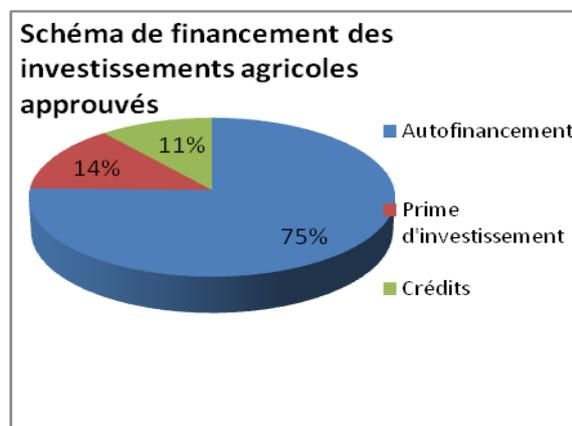
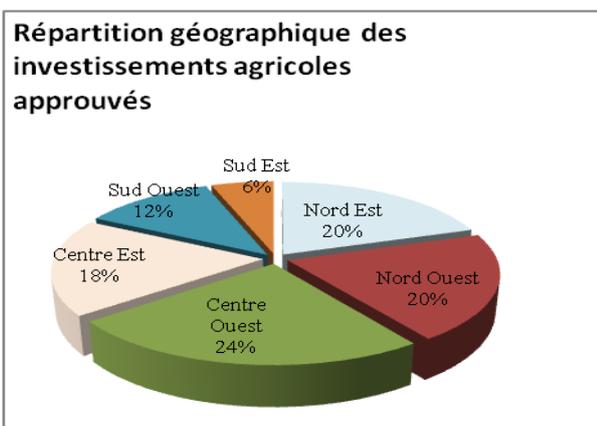
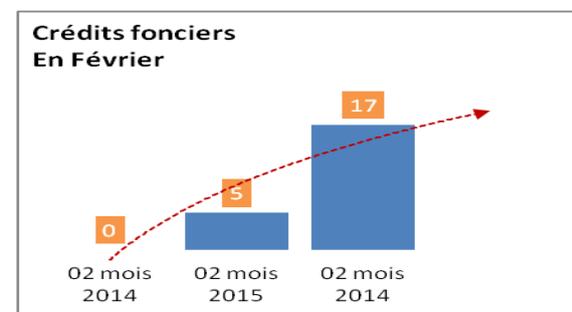
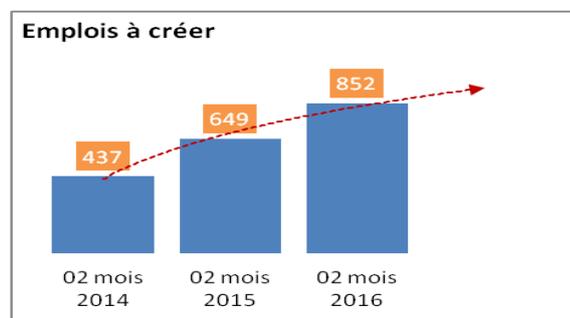
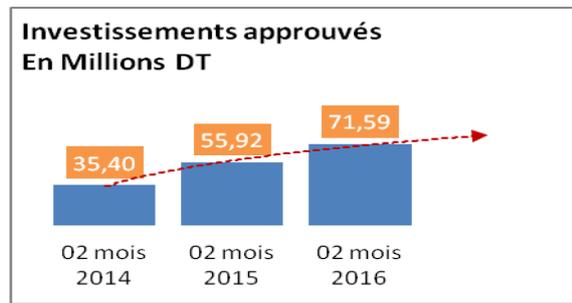
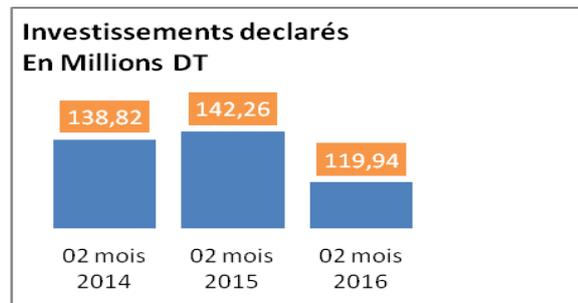
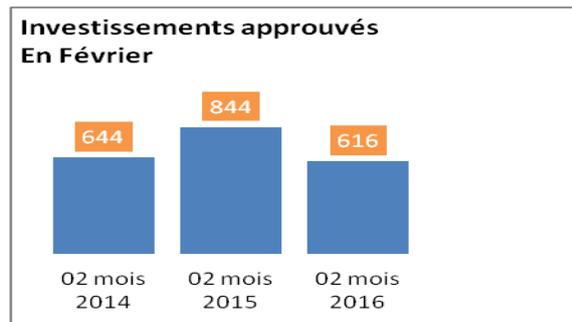
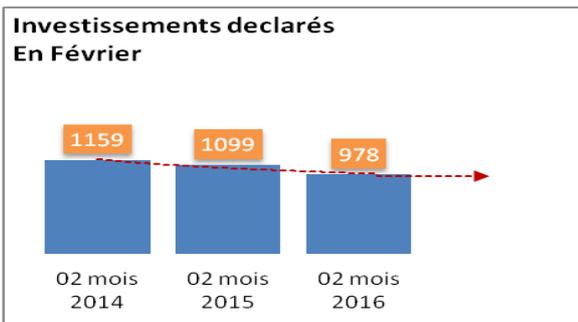
Source : Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture



LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES A FIN FEVRIER 2016

Par rapport à fin février 2015 on dénote ce qui suit :

- Une hausse de 28% du volume des investissements approuvés.
- La part des fonds propres et des crédits bancaires dans le financement des investissements ont respectivement augmenté de 2.5% et de 15%.
- Un recul de 70% des investissements alloués à la pêche.
- Une hausse de plus de 31% des emplois permanents par la création de 852 postes.



Source : APIA

Mercuriale de Bir El kassa (Mars 2016)

Evolution de l'offre globale Mars 2016/ Mars 2015

- Augmentation de l'offre des légumes (+14%)
- Diminution de l'offre des fruits (-13%)
- Augmentation de l'offre des produits de la mer (+35%)

Evolution de l'offre des principaux produits



Evolution des prix des principaux produits

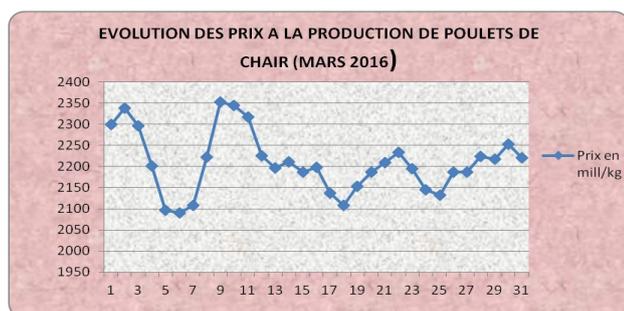


FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE

PRIX A LA PRODUCTION (Mars 2016)

Poulets de chair

(Période du 01/03/2016 au 31/03/2016)

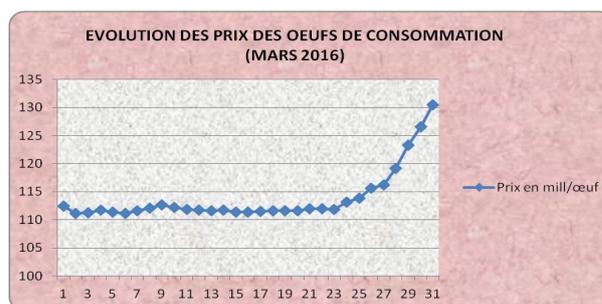


Les prix à la production du poulet de chair sont passés par plusieurs phases successives durant le mois de mars 2016 avec des fluctuations qui ont varié de 2090 mill/kg le 6/03/16 à 2353mill/kg enregistré le 9/03/16.

Source : GIPAC

Œufs de consommation

(Période du 01/01/2016 au 31/01/2016)



Après une quasi stagnation durant les trois premières semaines de mars 2016, les prix des œufs de consommation ont augmenté durant la dernière semaine du mois en passant de 113.2 mill/œuf à 130.5 mill/œuf.

Les prix extrêmes ont été de 111.1 mill/œuf le 2/03/16 et de 130.5 mill/œuf le 31/03/16.

INFO-AGRI

Institution d'un programme d'intervention contre la sécheresse

Lors du conseil ministériel restreint du 21/03/2016, une enveloppe de plus de 16 millions de dinars a été allouée par le gouvernement tunisien au programme d'intervention pour la lutte contre la sécheresse. Le plan annoncé par le MARHP vise à aider les petits agriculteurs et éleveurs affectés par le déficit hydrique afin de pouvoir poursuivre leurs activités, garantir un minimum de revenu, préserver leur cheptel surtout au Centre et au Sud et enfin assurer la pérennité des plantations conduites en mode pluvial (oliviers, amandiers...).

Les interventions qui s'étaleront sur cinq mois (avril-août 2016), concerneront la subvention de l'orge fourragère et les cubes de luzernes, ainsi que le prix des semences fourragères produites localement.

La stratégie comporte aussi le lancement d'une campagne exceptionnelle de prophylaxie du cheptel ovin et caprin, l'irrigation des jeunes plantations d'oliviers et d'amandiers dans six gouvernorats du Centre et du Sud, en plus de la garantie de l'approvisionnement en eau potable et irrigation.

Source : MARHP

Importation des céréales

La Tunisie a acheté le 10/03/2016, 100 mille tonnes de blé tendre au prix moyen de 175.94 Dollars/ tonne (356.41 DT/T) et 25 mille tonnes d'orge fourragère au prix moyen de 166.69 Dollars/tonne (337.672 DT/T). Ces quantités devraient arriver aux ports tunisiens en juin et juillet 2016. Comparé au prix du blé local (520 DT/T pour la récolte 2015), le prix de l'importé sera inférieur de 163.59 Dinars/tonne (-31.45 %). Quant au prix de l'orge fourragère importée, il est inférieur de 142.32 DT/T (-29.65 %) par rapport au prix de l'orge locale qui était de l'ordre de 480 DT/T lors de la récolte de 2015. Par rapport aux achats du 10/02/16, les prix de cette dernière fois, ont diminué de 1.83 % pour le blé tendre et de 4.2 % pour l'orge fourragère. Les achats sur le marché mondial des céréales à des prix plus favorables, en dessous du niveau des prix locaux reflète une démarche d'importation qui tient compte à la fois du niveau de collecte de la dernière récolte et de l'évolution des cours à l'échelle internationale. Les dernières acquisitions suggèrent jusque là la garantie de stocks sécuritaires à un coût moindre.

Source : Office des Céréales

Travail agricole : Craintes pour la main-d'œuvre féminine



L'emploi agricole en Tunisie se base essentiellement sur la main-d'œuvre féminine, a récemment déclaré Monsieur le Ministre de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARH). Il a indiqué que dans certaines régions, le taux des femmes qui travaillent dans le domaine de l'agriculture a atteint 80%. Le Ministre a indiqué que les investissements agricoles réalisés par les femmes est en progression. « Le rôle de la femme dans le secteur agricole nécessite une réforme et une réglementation et cela se fera à travers une convention entre le MARH et le Ministère des Affaires de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et Personnes Agées afin d'aider les femmes agricultrices à surmonter plusieurs obstacles », a-t-il indiqué. Les obstacles en question sont la sécurité sociale et le transport. Cette convention œuvrera pour une meilleure coordination entre les deux ministères précités pour améliorer les conditions de travail de la femme dans le secteur agricole. Le Ministre n'a pas caché sa crainte de voir les femmes renoncer au travail agricole, ce qui engendrerait une grande perte pour le secteur. Il est à noter que le transport des ouvrières vers les champs pose un problème majeur de sécurité. En effet, les conditions pénibles du transport et l'utilisation de véhicules non adaptés pourraient susciter des risques d'accidents et des préjudices pour cette frange de main d'œuvre .

Source : leconomistemaghrebin.com

La Tunisie obtient le premier prix en recherche agricole de l'ACSAD



Le Centre Arabe des Etudes des Zones Arides et des Terres Sèches (ACSAD), a décerné à la Tunisie le premier prix dans le domaine de la recherche agricole. Ce prix (3ème édition) a été accordé à la Tunisie lors d'une réunion de l'association publique de l'ACSAD, tenue, les 1 et 2 mars 2016 au Caire.

La Tunisie a obtenu le prix pour une recherche présentée par l'Institut des Régions Arides de Médenine sur «l'accroissement de la productivité des petits ruminants au Sud tunisien». L'association publique de l'ACSAD a approuvé la création d'un bureau régional de l'ACSAD, à Tunis qui couvre la région de l'Afrique du Nord.

Source : africanmanager.com

En Méditerranée des changements environnementaux font maigrir anchois et sardines

Selon une étude publiée en mars 2016 par l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer), des changements environnementaux affectant le plancton font maigrir les anchois et sardines alors que ces espèces occupent une place primordiale dans l'écosystème et représentent un enjeu économique important en Méditerranée où ils représentent environ 50 % des poissons pêchés. En 10 ans, de 2005 à 2015, la biomasse d'anchois et de sardines a été divisée par trois en Méditerranée. Pour les sardines, on est ainsi passé de 200 000 tonnes à moins de 67 000 tonnes. Globalement, ce n'est pas le nombre de poissons qui a diminué, mais leur taille, passant de 15 à 11 cm pour les sardines. En réalité, sardines et anchois seraient affectés par un changement du plancton dont ils se nourrissent et qui est moins énergétique qu'avant. Cette baisse de qualité est due à des changements environnementaux de trois sortes : la température, le débit des fleuves et la pollution.

Source : AFP

La FAO juge nécessaire de nouvelles méthodes pour répondre aux défis du développement durable

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la communauté internationale doit trouver de nouvelles et innovantes manières de travailler ensemble pour atteindre les objectifs établis par le nouveau programme de développement durable de l'ONU, et surtout pour éliminer la faim et la pauvreté. En effet, les gouvernements et les agences internationales sont appelés à adopter des méthodes plus créatives pour s'attaquer aux défis de développement actuels, incarnés par les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Il est impératif de compter sur un large choix d'outils et d'approches pour éliminer la faim, combattre toutes les formes de malnutrition et parvenir à une agriculture durable. Ces outils dont font partie à la fois l'agro-écologie et la biotechnologie visent à répondre aux besoins des petits exploitants. Aujourd'hui, près de 80% des gens extrêmement

pauvres et sous-alimentés vivent en zone rurale et la plupart d'entre eux sont des petits exploitants qui produisent la plus grande partie des aliments consommés à travers le monde. Il est donc essentiel d'investir et de créer de nouveaux produits, de nouvelles techniques et procédures, et des modèles commerciaux plus favorables pour soutenir ces petits agriculteurs et les rendre capables de produire plus et de manière durable. Selon la FAO, "l'étendue des répercussions du changement climatique sont un autre élément-clé appelant à des solutions émanant des ministères et divers secteurs notamment pour ce qui est des répercussions sur la vie des populations et sur leurs moyens de subsistance". Les pauvres vivant en milieu rural sont les plus exposés aux menaces mais sont aussi les moins équipés pour y faire face.

Source : www.french.xinhuanet.com

Le changement climatique menace l'approvisionnement, la sûreté et la salubrité de l'eau

À l'occasion de la journée mondiale de l'eau, le 22 mars, l'Unicef a signalé que le changement climatique et le manque d'assainissement menacent la sûreté et la salubrité de l'eau pour des millions de personnes. En 2015, près de 663 millions de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable issue de sources améliorées, c'est-à-dire séparées de tout contact avec les excréments. Cependant, les nouvelles technologies d'analyse montrent que 1,8 milliard de personnes risquent tout de même de boire de l'eau contaminée par la bactérie E. coli, ce qui signifie qu'elle contient des matières fécales.

Les mauvais équipements sanitaires sont l'un des

principaux facteurs de contamination.

Avec le changement climatique, les risques augmentent. Durant les périodes de sécheresse, l'eau devient rare, les populations recourent alors à des sources insalubres. Les inondations endommagent les stations d'épuration. Les températures plus élevées, liées au réchauffement climatique, induisent un élargissement de la population de moustiques et de leur zone géographique. Des maladies liées à l'eau comme le paludisme et la dengue deviennent alors plus fréquentes.

Source : www.fr.metrotime.be

Le marché mondial de blé dur : Les premières prévisions pour 2016 laissent prévoir une légère hausse de la production

Les prévisions établissent désormais la production de blé dur à la hausse, pour atteindre 39,7 millions de tonnes pour la campagne 2015/16, soit un accroissement de 15% par rapport à la campagne précédente. L'Union Européenne affiche aussi des attentes à la hausse en matière de production, suite à une période de semis favorable et pour une superficie ensemencée comparable à celle de 2015. Concernant les stocks de blé pour les trois principaux exportateurs (Canada, Etats-Unis et UE), les prévisions ont été estimées à la hausse (0,84 million de tonnes en plus) et s'établissent à 3,32 millions de tonnes, une forte augmentation (+34%) par rapport à leur niveau de l'année précédente. Selon les estimations, le commerce mondial du blé dur en 2015-2016 atteindrait 7,78 millions de tonnes, soit 1,45 million de tonnes (15,7%) de moins que les prévisions pour 2014-2015. La diminution prévue est en majeure partie imputable à la contraction de la demande d'importations de plusieurs pays, à l'instar de l'Algérie, des Etats Unis et du Maroc. Pour ce qui est des cours mondiaux du blé dur, ils sont orientés à la baisse en raison des révisions à la hausse des disponibilités mondiales et de l'amélioration des conditions climatiques dans les pays exportateurs.

Source : ONAGRI/Conseil International des Céréales et France Agrimer

Production mondiale de blé dur (millions de tonnes)

	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16 Prev
UE*	8,2	8,2	8,1	7,6	8,5
Italie	3,9	4,2	3,9	3,9	4,2
France	2,1	2,4	1,8	1,5	1,8
Espagne	0,9	0,4	0,9	0,8	0,9
Grèce	0,9	0,7	1	0,8	1
Canada	4,2	4,6	6,5	5,2	5,4
Algérie	2,5	3	2,5	1,3	2,5
Turquie	3,9	3,3	4,1	3,3	4,1
Maroc	1,7	1	1,9	1,4	2,3
Mexique	2,2	2,1	2,3	2,3	2,3
Kazakhstan	3	1,4	2	2	2,1
EtatsUnis	1,3	2,2	1,6	1,5	2,2
Syrie	1,7	1,5	1,5	0,8	1,4
Tunisie	1,2	1,3	0,8	1,3	1,3
Inde	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2
Australie	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Argentine	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3
Libye	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
autres	5,8	5,3	5,7	5,9	5,7
TOTAL MONDE	37,6	35,7	38,9	34,5	39,7

Echanges mondiaux de blé dur (1000 T)

	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16 Prev
Importateurs					
UE*	1860	1453	1902	2828	2000
Algérie	1821	1613	1529	1748	1600
USA	614	667	819	908	600
Tunisie	489	527	676	534	550
Maroc	661	765	734	633	600
Venezuela	403	424	440	407	430
Libye	20	186	162	50	50
Exportateurs					
Canada	3858	4289	4740	5680	4200
UE*	1379	1390	1089	1207	1300
Mexique	918	841	1275	1039	1050
Etats-Unis	554	581	689	743	790
Australie	348	237	245	102	80
TOTAL MONDE	7369	7404	8150	9231	7780
Dont semoule	360	376	369	390	400

Stocks mondiaux de blé dur (1000T) (1)

	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16 Prev
Canada	1486	1145	1779	982	1316
Etats-Unis	693	627	550	690	815
UE*	300	100	380	810	1190
Total des trois principaux exportateurs	2479	1872	2709	2482	3321

(1) Stocks de fin de campagne (en campagnes nationales)

(2) Sachant que pour l'année 2015/16, les données de certains pays ne sont pas encore confirmées.